



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fikambanana • Tantara • Fampivoanana
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

BUDGET DES

CITOYENS

RELATIF À LA
LOI DE FINANCES 2022

3DC
LFI 2022





AVANT-PROPOS

Éléments clés de la bonne gouvernance, la transparence budgétaire et la redevabilité constituent les leitmotivs du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

A ce propos, le présent document intitulé **"Budget des Citoyens"** aspire à promouvoir cette transparence en présentant de manière simplifiée, l'essentiel et les enjeux de la Loi de Finances de l'année afin que celle-ci soit accessible à tous.

L'objectif est d'encourager les citoyens à s'initier et s'impliquer davantage dans le processus budgétaire en tant que contribuables et bénéficiaires des services publics.

Par ailleurs, le Budget des Citoyens constitue également un gage de bonne gouvernance financière envers les citoyens et les Partenaires Techniques et Financiers de Madagascar.

Cette seizième édition du Budget des Citoyens retrace les principales informations contenues dans la Loi de Finances 2022.

Sa dissémination est vivement encouragée.



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
I.QUELLES INFORMATIONS RETROUVE T-ON DANS LA LFI 2022 ET COMMENT SONT-ELLES STRUCTURÉES ?	6
II.QUELLES ONT ÉTÉ LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA LFI 2022 ? .	7
III.SUR QUELLE BASE REPOSE LA LFI 2022?	8
A. BASE POLITIQUE	8
B. BASE ECONOMIQUE	8
1. PREVISIONS MACROECONOMIQUES	8
2. CROISSANCE SECTORIELLE	9
IV.QUELLES SONT LES RESSOURCES DE L'ETAT PRÉVUES DANS LA LFI 2022 ?	11
1. RECETTES FISCALES INTERIEURES	12
2. RECETTES DOUANIERES	12
3. RECETTES NON FISCALES	13
4. DONS	13
V.QUELLES SONT LES DÉPENSES PRÉVUES DANS LA LFI 2022 ?	14
A. LES DEPENSES SELON LEUR NATURE ECONOMIQUE	14
B. REPARTITION DES DEPENSES SELON LEUR FONCTION	15
C. DEPENSES SELON LEUR RATTACHEMENT ADMINISTRATIF	18
D. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES SELON LEUR ODD DE RATTACHEMENT	20
VI.QUEL EST LE NIVEAU DE DÉFICIT BUDGÉTAIRE DANS LA LFI 2022 ?	24
1. SITUATION DU DÉFICIT	24
2. FINANCEMENT DU DÉFICIT	24
VII.QUID DES INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE ?	25
VIII.QUELLES SONT LES PRINCIPALES MESURES FISCALES POUR 2022 ?	26
IX.QUELLES SONT LES DISPOSITIONS SPÉCIALES AU TITRE DE LA LFI 2022 ?	28
ACRONYMES	29
GLOSSAIRE	30
CARNET D'ADRESSES	32
QUELQUES REALISATIONS PHYSIQUES EN 2021	33

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Prévisions des indicateurs économiques et financiers	8
Tableau 2 : Secteurs porteurs de croissance.	10
Tableau 3 : Prévisions des recettes fiscales intérieures par nature	12
Tableau 4 : Prévisions des recettes douanières par nature	12
Tableau 5 : Prévisions des recettes non fiscales par nature.	13
Tableau 6 : Prévisions des dons dans la LFI 2022.	13
Tableau 7 : Prévisions des dépenses par catégorie.	14
Tableau 9: Prévisions des allocations budgétaires Secteur Infrastructure	16
Tableau 10 : Prévisions des allocations budgétaires Secteur Administratif	16
Tableau 12: Prévisions des allocations budgétaires Secteur Productif	17
Tableau 13 : Répartition du budget par rattachement administratif	18
Tableau 14: Listes des principaux produits par ODD	20
Tableau 15 : Répartition des intérêts de la dette extérieure	25

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Schéma des grandes étapes de l'élaboration de la LFI 2022.	7
Figure 2 : Prévision du déficit budgétaire	24

LISTE DES GRAPHES

Graphe 1: Répartition des ressources par type (hors Emprunts)	11
Graphe 2 : Répartition des dépenses par catégorie	14
Graphe 3 : Répartition budgétaire par secteur	15
Graphe 3 : Intérêts de la dette extérieure par organisme	25

I. QUELLES INFORMATIONS RETROUVE T-ON DANS LA LFI 2022 ET COMMENT SONT-ELLES STRUCTURÉES ?

Compte tenu de l'étendue du domaine qu'elle couvre, une Loi de Finances renferme une masse considérable d'informations regroupées dans un document volumineux de plus d'un millier de pages composé de plusieurs fascicules. La structure se présente comme suit :

PARTIE LEGISLATIVE

Version Malagasy	Exposé des Motifs Dispositions fiscales Equilibre général Dispositions spéciales	} 22 articles	155 pages
Version Française			152 pages

PARTIE ANNEXE

TOME 1 - DOCUMENT DE PERFORMANCE

Tome 1 Livre 1	A 1- Conditions générales des situations économique et financière A 2- Liste des produits inscrits au niveau des PIP internes	30 pages
Tome 1 Livre 2	A 2 (suite) - Logique d'intervention (description des programmes) - Fiche de performance pluriannuelle	715 pages

TOME 2 - DOCUMENTS BUDGÉTAIRES (621 Pages)

A 3- Recettes (par catégorie de recette)	A 11- Impacts budgétaires des nouvelles mesures
A 4- Dépenses (par catégorie de dépense)	A 12- Prévision du Financement extérieur (Sub/Prêt/rétrocession/FCV)
A 5- Recettes par service	A 13- Recettes non fiscales (historique)
A 6- Dépenses par service	A 14- Stratégie de la dette à moyen terme (2022-2024)
A 7- Effectifs par service	A 15- Liste des sociétés à participation de l'Etat (part de l'Etat)
A 8- Les Comptes Particuliers du Trésor	A 16- Répartition des subventions allouées aux communes
A 9- Programme d'Investissement Public	A 17- Dépenses fiscales (impact des exonérations fiscales et douanières sur les PPN)
A 10- Dette Publique	

TOME 3 - CADRE A MOYEN TERME

Tome 3	» Cadrage macro-budgétaire » Description stratégique des programmes » Programmation budgétaire à moyen terme	} de 2021 à 2024	234 pages
--------	--	------------------	-----------

Source : LFI 2022, Tome I & II & III

II. QUELLES ONT ÉTÉ LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA LFI 2022 ?

Figure 1 : Schéma des grandes étapes de l'élaboration de la LFI 2022



III. SUR QUELLE BASE REPOSE LA LFI 2022?

A. BASE POLITIQUE

La LFI 2022 est élaborée sur la base de la Politique Générale de l'Etat en vigueur, axée sur les treize (13) Velirano du Président de la République et s'aligne aux dix-sept (17) Objectifs de Développement Durable auquel Madagascar a adhéré.

Par ailleurs, la LFI 2022 tient particulièrement en compte des résultats:



- des Conférences Budgétaires Régionales du 08 au 18 Février 2021,
- du colloque régional pour l'Emergence du Sud, en Juin 2021,
- de la conférence des Gouverneurs, en date du 03 Septembre 2021 (priorisation des projets par Les Gouverneurs).

Elle tient également compte :



- Des engagements internationaux de Madagascar envers les PTF, entre autres:
 - le maintien des dépenses sociales à un certain niveau,
 - la réduction du déficit primaire,
 - l'utilisation de l'allocation de DTS (1 100 Mds Ar en 2022) pour des projets de développement ou des projets sociaux.

B. BASE ECONOMIQUE

La LFI 2022 repose sur les prévisions et hypothèses macroéconomiques suivantes:

1. PREVISIONS MACROECONOMIQUES

Le tableau ci-dessous illustre les indicateurs économiques et financiers déterminant les prévisions au titre de la période 2021-2024

Tableau 1 : Prévisions des indicateurs économiques et financiers

AGREGATS	LFR 2021	LFI 2022	LF 2023	LF 2024
PIB NOMINAL (En milliards d' Ariary)	54 327,1	60 261,8	68 616,8	78 387,6
TAUX DE CROISSANCE (%)	3,5	5,4	8	8,5
INFLATION EN FIN DE PÉRIODE (%)	7	6,4	6,3	6,1

AGREGATS	LFR 2021	LFI 2022	LF 2023	LF 2024
TAUX DE PRESSION FISCALE (% du PIB)	10,6	11,7	13,5	15,4
RATIO DE DÉPENSES PUBLIQUES (% du PIB)	19,3	20,5	22,4	23,1
DÉFICIT GLOBAL BASE CAISSE (% du PIB)	-6,6	-5,7	-6,7	-5,7
TAUX DE CHANGE				
<i>Ariary/USD (moyenne période)</i>	3 936,7	4 056,8	4 168	4 368,1
TAUX D'INVESTISSEMENT (% du PIB)	19,9	25,8	33,9	36
<i>Investissement public (% du PIB)</i>	7,4	9,2	11,9	12,6
<i>Investissement privé (% du PIB)</i>	12,5	16,6	22	23,4
BALANCE COMMERCIALE (En Millions de DTS)	540,9	669,2	996,6	1192,7
RESERVE BRUTE DE LA BFM (devises étrangères et or) (Mois d'importation)	5,6	5,7	-	-

Source : Tome I, Livre I, Annexe 1

2. CROISSANCE SECTORIELLE



Les trois secteurs contribuant à la croissance économique du pays sont : le secteur primaire, secondaire et tertiaire. Le niveau de production nationale (PIB) est mesuré à partir des agrégats de ces secteurs.

Le tableau ci-après constate une croissance au niveau du secteur tertiaire atteignant 5,7% contre 2,0% dans la prévision de la LFR 2021. Cette performance découle de la reprise des activités touristiques à Madagascar. Le secteur secondaire enregistre quant à lui une croissance de l'ordre de 8,5% contre une performance de 13,0% dans la LFR 2021, suite à la régression de productivité des branches « Industrie extractive » et du « Textile ».

Tableau 2 : Secteurs porteurs de croissance

% PIB

SECTEURS		LFR 2021	LFI 2022
	PRIMAIRE	2,7	3,4
	Agriculture	3	3,8
	Elevage et pêche	2	2,8
	Sylviculture	1,8	1
	SECONDAIRE	13	8,5
	Industrie extractive	35,8	19
	Alimentaire, boisson, tabac	6,2	4,5
	Textile	27,6	6,4
	Bois, papiers, imprimerie	2,3	2,3
	Matériaux de construction	-11,4	7,1
	Industrie métallique	3,3	4,7
	Machine, matériels électriques	1,8	1,8
	Industries diverses	1,8	2,1
	Electricité, eau, gaz	0,1	2,3
	TERTIAIRE	2	5,7
	BTP	2,9	12,9
	Commerce, entretiens, réparations	2,8	4,1
	Hôtel, restaurant	-76,6	13,1
	Transport	4,8	6,5
	Poste et télécommunication	9,1	9,2
	Banque, assurance	4,3	4,4
	Services aux entreprises	2	1,7
	Administration	1,2	1,4
	Education	2	2
Santé	4	1,7	
Services rendus aux ménages	1,2	1,2	

Source : Tome I, Livre I, Annexe 1

IV. QUELLES SONT LES RESSOURCES DE L'ETAT PRÉVUES DANS LA LFI 2022 ?

Les ressources de l'Etat prévues en 2022 proviennent des:

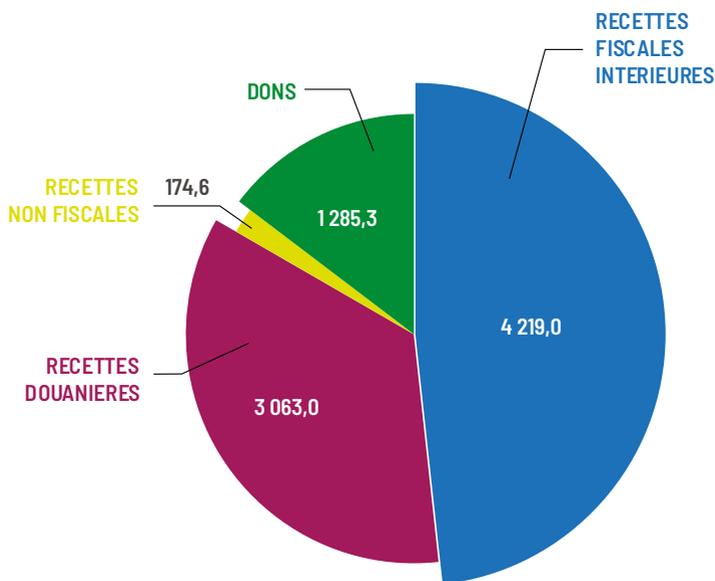
- » Recettes Fiscales Intérieures;
- » Recettes Douanières
- » Recettes Non Fiscales;
- » Dons;
- » Emprunts Intérieurs et Extérieurs.

Pour l'année 2022, les recettes fiscales intérieures sont estimées à 4 219,0 milliards d'Ariary, soit une hausse de 21% par rapport à la LFR 2021.

Par ailleurs, les recettes douanières sont estimées à 3 063,0 milliards d'Ariary. Cette estimation est basée sur la hausse prévisionnelle des importations consécutivement à la reprise des activités économiques post-covid, aux grands Projets d'Investissements Publics, au renforcement des contrôles douaniers et à la maîtrise de la valeur en douanes, etc.

NB: Les emprunts intérieurs et extérieurs sont détaillés dans la partie «*Déficit Budgétaire*» (Page 24)

Graphe 1: Répartition des ressources par type (hors Emprunts)



Source : LFI 2022



1. RECETTES FISCALES INTERIEURES

Les recettes fiscales intérieures proviennent intégralement des impôts. Les estimations prévues dans la LFI pour l'année 2022 sont présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : Prévisions des recettes fiscales intérieures par nature

En milliards d'Ariary

NATURE D'IMPOTS	LFR 2021	LFI 2022
Impôt sur les Revenus	799,6	969,0
Impôt sur les Revenus Salariaux et assimilés	569,7	683,5
Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers	60,0	80,5
Impôt sur les Plus-Values Immobilières	9,5	10,1
Impôt Synthétique	82,0	89,8
Droit d'Enregistrement	45,3	55,3
Impôt sur les Marchés Publics	157,0	84,0
Taxe sur la Valeur Ajoutée	1218,8	1565,1
Droit d'Accise	514,7	640,5
Assurances	10,0	11,5
Autres	2,8	3,7
Droit de Timbres	17,6	26,1
TOTAL	3 487	4 219,1

Source : Corps de Loi, Exposé des motifs



2. RECETTES DOUANIERES

Les recettes douanières sont constituées par les droits et taxes sur les marchandises exportées ou importées, perçues par l'Administration douanière.



Le tableau suivant présente la prévision des recettes douanières par nature.

Tableau 4 : Prévisions des recettes douanières par nature

En milliards d'Ariary

NATURE DES DROITS ET TAXES	LFR 2021	LFI 2022
Droit de douane	653,4	649,5
TVA	1471,2	1595,6
Droit de navigation	1,2	1,6
Taxe sur les produits pétroliers	302,7	300,4
TVA sur les produits pétroliers	417,4	515,9
TOTAL	2 845,9	3 063,0

Source : Corps de Loi, Exposé des motifs



3. RECETTES NON FISCALES



Les recettes non fiscales sont principalement constituées de dividendes versées par les entreprises à l'État, de diverses redevances (exemple : pêche, mine, ...), de la rémunération des services rendus (redevance audiovisuelle par exemple) et autres.

Tableau 5 : Prévisions des recettes non fiscales par nature

En milliards d'Ariary

NATURE	LFR 2021	LFI 2022
Dividendes	71,5	85,8
Production immobilière financière	3,2	6,1
Redevances de pêche	10,0	10,0
Recettes minières	4,0	21,4
Redevances	58,0	36,0
Production des activités et autres	13,2	10,2
Autres	5,0	5,0
TOTAL	164,9	174,5

Source : Tome II, Annexe 13



4. DONS



Les dons font partie des ressources de l'État et se présentent sous forme d'aides budgétaires non remboursables (dons courants) ou destinées au financement de projets bien définis (dons en capital). Toutefois, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) octroient également des dons en nature (riz, farine, ...).

Tableau 6 : Prévisions des dons dans la LFI 2022

En milliards d'Ariary

NATURE	LFR 2021	LFI 2022
DONS	924,4	1285,3
Dons courants	0,4	47,3
Dons en capital	924,0	1 238,0
RECETTES TOTALES	6 053,9	7 456,6
TOTAL	6 978,3	8 741,9

Source : Tome I, Livre I, Annexe 1

V. QUELLES SONT LES DÉPENSES PRÉVUES DANS LA LFI 2022 ?

Il y a 4 manières de présenter les dépenses:

- » Selon leur nature économique (Par catégorie de dépenses)
- » Selon leur fonction (Par secteur d'intervention);
- » Selon leur rattachement administratif (Par Institution/Ministère);
- » Selon le type d'Objectifs de Développement Durable auquel elles appartiennent

A. LES DÉPENSES SELON LEUR NATURE ECONOMIQUE

La répartition des dépenses selon leur nature se récapitule comme suit:

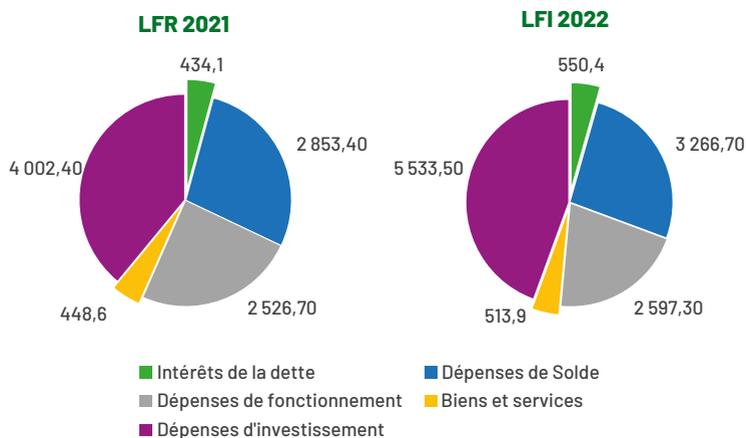
Tableau 7 : Prévisions des dépenses par catégorie

En milliards d'Ariary

CATEGORIE DE DEPENSES	LFR 2021	LFI 2022
Intérêts de la dette	434,1	550,4
Dépenses Courante de Solde (Hors Indemnités)	2 853,4	3 266,7
Dépenses Courante Hors Solde	2 526,7	2 597,3
Biens et services	448,6	513,9
Transferts et subventions (Jirama, ...)	1 882,6	1 839,2
Indemnités	195,5	244,2
Dépenses d'investissement	4 002,4	5 533,5
PIP sur Financement interne	1 396,3	1 947,5
PIP sur Financement externe	2 606,1	3 586,0
TOTAL	9 816,5	11 947,9

Source : Tome I, LFR 2021 / Tome I, Livre I, Annexe 1, LFI 2022

Graph 2 : Répartition des dépenses par catégorie

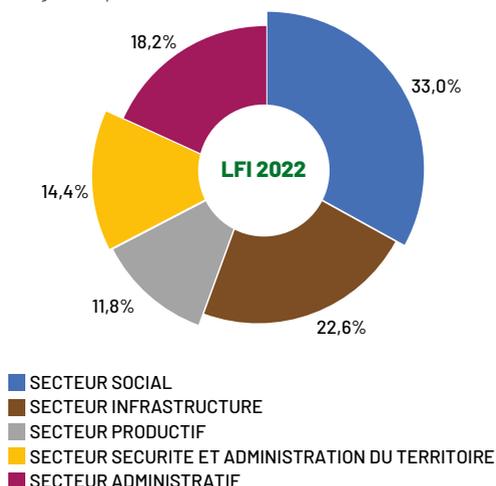


Source : Tome I, LFR 2021 / Tome I, Livre I, Annexe 1, LFI 2022.

B. REPARTITION DES DEPENSES SELON LEUR FONCTION

La répartition des dépenses par secteur d'intervention se présente comme suit:

Graph 3 : Répartition budgétaire par secteur



Source : SIIGFP



SECTEUR SOCIAL

Tableau 8 : Prévisions des allocations budgétaires Secteur Social

MINISTERES	MONTANTS ALLOUES (en milliards d'Ariary)	% PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL
MEAH-MINSAN-MPPSPF-MEN-METFP-MESRS	891,0	33,0%

Source : SIIGFP

Le secteur social continue d'occuper la première place dans les allocations budgétaires de l'Etat. Une hausse de 2,4% par rapport à la LFR 2021 est enregistrée pour l'année 2022, témoignant de l'engagement du gouvernement à investir dans le capital humain pour accéder au développement.

Outre les investissements prioritaires prévus au niveau de chaque Ministère, l'augmentation de la dotation aux Centres de Santé de Base (dotations CSB) figure parmi les faits marquants en 2022. En effet, elles ont triplé de volume entre 2021-2022 dans le budget du Ministère de la Santé Publique. L'objectif étant d'améliorer les services publics dans le domaine de la santé.

En matière d'Education, la construction et l'équipement des infrastructures scolaires se poursuivent en 2022. En outre, une dotation de 10 000 postes budgétaires a été accordée au MEN.



SECTEUR INFRASTRUCTURE

Tableau 9: Prévisions des allocations budgétaires Secteur Infrastructure

MINISTERES	MONTANTS ALLOUES (EN MILLIARDS D'ARIARY)	% PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL
MEH-MDNTDPT-SENVH-MTP-MTM-MATSF	609,8	22,6%

Source : SIIGFP 2022

Une grande partie du budget alloué au Secteur Infrastructure est consacrée aux Nouveaux Projets Routiers du Ministère des Travaux Publics. Il est cependant à remarquer qu'à la différence des Nouveaux Projets d'Emergence (NPE) classiques, lesdits projets également intitulés « NPE » du Ministère des Travaux publics sont déjà pré-identifiés. Ils sont présentés dans le TOME I, livre I, Annexe 2 de la Loi de Finances.



SECTEUR ADMINISTRATIF

Tableau 10 : Prévisions des allocations budgétaires Secteur Administratif

MINISTERES	MONTANTS ALLOUES (EN MILLIARDS D'ARIARY)	% PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL
PRM-SENAT-AN-HCC-PRIMATURE-CFM-CENI-MAE-MINJUS-MEF-MTEFPLS-MCC-MJS-HCDDDED-CNIDH-HCJ	492,3	18,2%

Source : SIIGFP 2022

Le secteur Administratif occupe la troisième place en termes d'allocation budgétaire. On y retrouve toutes les Institutions ainsi que quelques Ministères œuvrant dans le domaine Administratif.

Concernant plus particulièrement le Ministère de l'Economie et des Finances, il est important de souligner que plus d'une moitié de son allocation budgétaire est dédiée aux dépenses transversales (DT) qui sont catégorisées en trois types:

- Les Opérations d'investissements transversaux, correspondant à des dépenses interministérielles déjà pré-identifiées telles que le fonds de réserve catastrophe (investissement), fonds COVID (transfert), etc.
- Les Nouveaux Projets d'Emergence, correspondant aux projets qui seront identifiés et validés par le conseil des Ministres, au fur et à mesure des colloques régionaux ou du contexte national. L'enveloppe budgétaire prévue à cet effet est estimée à 107 milliards d'Ariary.
- Les Provisions pour investissements, correspondant à la dotation provisionnelle destinée à assurer les dépenses d'investissements primordiales pour l'Etat mais non prévues lors de l'établissement du budget.



SECTEUR SECURITE ET ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Tableau 11 : Prévisions des allocations budgétaires Secteur Sécurité et Administration du Territoire

MINISTERES	MONTANTS ALLOUES (EN MILLIARDS D'ARIARY)	% PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL
MDN- MID-MSP-SEG	390,3	14,4%

Source : SIIGFP 2022

A la quatrième place, on retrouve le secteur Sécurité et Administration du territoire. Mis à part les investissements prioritaires de chaque Ministère, il est important de souligner que dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de Décentralisation effective, le montant plancher des subventions de fonctionnement allouées aux communes a été revu à la hausse passant de 25 millions d'Ariary en 2021 à 30 millions d'Ariary par commune en 2022. Les subventions de fonctionnement allouées aux régions ont également connu une hausse estimée au double de celui de 2021 pour assurer le fonctionnement des engins mis à leur disposition. Ces dépenses sont inscrites auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation



SECTEUR PRODUCTIF

Tableau 12: Prévisions des allocations budgétaires Secteur Productif

MINISTERES	MONTANTS ALLOUES (EN MILLIARDS D'ARIARY)	% PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL
MINTOUR-MAM-MICC-MEDD-MAE-MPEB-MMRS	319,7	11,8%

Source : SIIGFP 2022

Un des projets phares du Secteur Productif est la promotion de l'industrialisation locale à travers la mise en œuvre du projet ODOF par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation, dans 23 Districts, à savoir : Moramanga, Anjozorobe, Ambovombe, Toliary I, Vangaindrano, Maevatanana, Tsiroanomandidy, Antsiranana I, Iakora, Miarinarivo, Morondava, Andapa, Antsohihy, Antsirabe II, Ifanadiana, Betroka, Ikongo, Besalampy, Marovoay, Isandra, Toamasina II, Ambositra et Fenoarivo Atsinanana.

C. DEPENSES SELON LEUR RATTACHEMENT ADMINISTRATIF

Les dépenses sont réparties au niveau des 38 Institutions et Ministères conformément au tableau ci-après:

Tableau 13 : Répartition du budget par rattachement administratif

En milliards d'ariary

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFR 2021	LFI 2022
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	197,8	219,3
SENAT	16,5	20
ASSEMBLEE NATIONALE	54,7	79,5
HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	9,1	9,7
PRIMATURE	263,7	162,6
CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY	7,8	7
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	14,8	12,2
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	378,4	421,2
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	82,7	95,8
MINISTERE DE LA JUSTICE	201,4	178,2
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	2 943,8	2 473
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION	360,4	463,4
MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	195	184,6
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	99,4	-
MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DES METIERS	-	10,5
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION	-	170,5
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, ET DES TRAVAUX PUBLICS	1104,8	-
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS	-	260
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	-	1268,1
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES	25,7	29,2
MINISTERE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE	140,6	-
MINISTERE DU TOURISME	-	11,8

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFR 2021	LFI 2022
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE	-	70,7
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	287,7	310,1
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	58,1	191,6
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	1281,5	1536,0
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	657,8	738
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE	26,8	23,2
MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES	17,6	22
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES	166,6	327,4
MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE	65,8	293,9
MINISTERE AUPRES DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PECHE	473,2	-
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	-	584,8
MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE BLEUE	-	45,6
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	62	76,8
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE, DE LA TRANSFORMATION DIGITALE, DES POSTES ET DES TELECOMMUNICATIONS	20,6	49,5
MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	56,1	98,4
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	149,8	67,3
SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DES NOUVELLES VILLES ET DE L'HABITAT AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	-	74,3
SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE	309,5	357,4
TOTAL	9 729,7	10 943,6
ORGANES CONSTITUTIONNELS	LFR 2021	LFI 2022
HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT (HCDDDE)	1,8	2,1
COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME (CNIDH)	1,2	2,1
TOTAL «ORGANES CONSTITUTIONNELS»	3	4,2
HAUTE COUR DE JUSTICE	3,7	3,5
TOTAL HORS «OPERATIONS D'ORDRE»	9 736,4	10 951,3

Source : Corps de Loi LFR 2021, Equilibre Général de la LFI 2022

D. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES SELON LEUR ODD DE RATTACHEMENT

Les tableaux ci après présentent les dépenses d'Investissements prioritaires de l'année 2022 selon leur ODD de rattachement:

Tableau 14: Listes des principaux produits par ODD

 2 FAIM ZÉRO ODD 02 - ELIMINER LA FAIM, ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AMÉLIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE		
PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MINAE/Elevage	Abattoirs Manara-penitra	3 unités
MPEB/Développement de la pêche et des ressources halieutiques	Bateau de pêcheurs : Lakanamitsity	400 unités
MPEB/Développement de la pêche et des ressources halieutiques	Centres frigorifiques	4 centres
MDN/Pilotage de la politique de défense	Paieement acompte hélicoptère (lutte antiacridienne)	1 hélicoptère
PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MINAE/Agriculture	Projet Titre vert	4 Régions
MINAE/Elevage	Puces électroniques d'identification bovine	70 000 puces
MINAE/Elevage	Tsenan'omby Manara-penitra	3 Tsenana
 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE ODD 03 - PERMETTRE À TOUS DE VIVRE EN BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE		
PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MJS /Sports	Académie de sport de haut niveau	1 académie
MINSAN/Lutte contre les maladies	Cotisations au Fonds Mondial	1 million USD
MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	CSB	69 CSB
MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	Dotation de poche de sang et réactifs au niveau des centres de transfusion sanguine	3,45 Mds Ar
MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	Hôpital Manara-penitra	15 HMP
MINSAN/Lutte contre les maladies	Intrants de santé : ACT et RDT	36 649 ACT et 42 564 RDT
MINSAN/Lutte contre les maladies	Intrants de santé : implanons et levoplans	59 910 implanons et 51 280 levoplans

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MINSAN/Lutte contre les maladies	Intrants de santé : médicaments d'urgence	750 millions Ar
MINSAN/Lutte contre les maladies	Intrants de santé au niveau des Formations Sanitaires	114 districts
MINSAN/Survie et développement de la mère et de l'enfant	Kit d'accouchement	9 500 Kits Individuels d'Accouchement
MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	Logement au niveau des CSB	69 logements CSB
MINSAN/Administration et Coordination	Logement au niveau des HMP	15 logements HMP
MJS /Sports	Stade manara-penitra	4 Stades
MINSAN/Survie et développement de la mère et de l'enfant	Vaccins enfants et femmes enceintes	909 250 enfants moins de 1an et 731 882 femmes enceintes vaccinées



ODD 04 - ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ SUR UN PIED D'ÉGALITÉ ET PROMOUVOIR LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MEN/Education fondamentale de 9 ans	Poursuite des infrastructures de l'Education Manara-penitra	22 Mds Ar



ODD 06 - GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MEAH/Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	Camion de forage	7 camions
MEAH/Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	Pipeline EFAHO	87 Km



ODD 07 - GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES À UN COUT ABORDABLE

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MEH /Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	Centrale hybride	7 unités



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ODD 08 - PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MICC/Industrie	ODOF	23 districts
MEAH/Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	Usine de construction de tuyau	1 Usine



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES
ODD 09 - METTRE EN PLACE UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MID/Administration et Coordination	Pack d'engins pour les Régions	2 packs
TP/Développement des infrastructures routières	Pont modulaire	70 m
TP/Développement des infrastructures routières	Route d'accès à l'Aéroport d'Ampanihy	1Km de piste d'atterrissage et 2,5Km de route d'accès
TP/Développement des infrastructures routières	Route Maroantsetra et Antalaha	130 Km
TP/Développement des infrastructures routières	Route reliant Antanifotsy à Marolambo	60 Km
TP/Développement des infrastructures routières	Route RNS 11 et RNT 11 reliant Mananjary et Mahanoro	184 Km
TP/Développement des infrastructures routières	Route RNS 13 entre Carrefour RNP Ikalamainty et Betroka	118 Km
MTM/Transports Routier et Ferroviaire	Train urbain (paiement 2ème tranche)	48,6 Mds Ar
MID/Administration Territoriale	CIAD	250 millions Ar par Député
MID/Décentralisation et Développement Local	Investissement Gouvernorat	2 Mds Ar par Région



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
ODD 11 - FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SURS, RÉSILIENTS ET DURABLES

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
SENVH/Nouvelles Villes et Logements	Sites logements sociaux	2 000 logements pour 50 districts
MATSF/Domaine et sécurisation foncière	Système d'archivage des services fonciers	16 services fonciers
MID/Administration et Coordination	Véhicule Pompier par Région	23 véhicules



**ODD 15 - PRÉSERVER ET RESTAURER DES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES
EN VEILLANT À LES EXPLOITER DE FAÇON DURABLE**

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MEDD/Gestion durable des ressources naturelles	Canadair	1 Canadair



**ODD 16 - PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES
ET OUVERTES AUX FINS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE
À TOUS LES NIVEAUX DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES
ET OUVERTES**

PROGRAMMES MINISTÉRIELS CONCERNÉS	ODD ET PRODUITS	VALEURS CIBLES
MSP/Sécurité publique	Direction Régionale de la Sécurité Publique	2 DRSP
MID/Administration Territoriale	Équipement des bureaux de l'Etat civil	107 Communes
MDN/Pilotage de la politique de défense	Entretien des aéronefs	3,5 Mds Ar
MDN/Pilotage de la politique de défense	Groupement des forces spéciales d'intervention	1 base
MATSF/Domaine et sécurisation foncière	Guichet unique des services fonciers	4 guichets
MEF/Administration et Coordination	Hôtel des Finances	1 Hôtel
MSP/Sécurité publique	Poursuite des infrastructures de la Sécurité Publique	22 Districts
MATSF/Domaine et sécurisation foncière	Titres fonciers (rétablissement des BokyRovitra)	10 000 dossiers rétablis
MATSF/Domaine et sécurisation foncière	Titres fonciers	70 000 titres
MDN/Pilotage de la politique de défense	Zone de défense et sécurité	4 ZDS

Source : Tome I, Livre I, Annexe 2

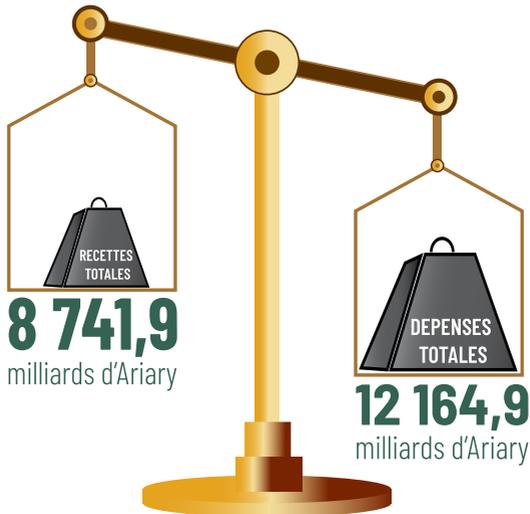
VI. QUEL EST LE NIVEAU DE DÉFICIT BUDGÉTAIRE DANS LA LFI 2022 ?

Le déficit budgétaire apparaît lorsque le niveau global des dépenses budgétaires dépasse celle des recettes. Il est marqué par un solde budgétaire négatif.

1. SITUATION DU DÉFICIT

Dans la LFI 2022, le déficit base engagement est estimé à 3 423,0 milliards d'Ariary. Par ailleurs le déficit base caisse se chiffre à **3 453,0 milliards d'Ariary** soit 5,7% du PIB. Cela s'explique par l'écart entre les montants engagés et mandatés qui se chiffre de 30 milliards d'Ariary.

Figure 2 : Prévission du déficit budgétaire



Source : Tome I, Livre I, Annexe 1

2. FINANCEMENT DU DÉFICIT



Le déficit sera financé par les emprunts intérieurs et extérieurs .
Les emprunts intérieurs sont principalement constitués par Les Bons du Trésor et les avances statutaires.

La prévision des emprunts intérieurs et extérieurs en 2022 se récapitule comme suit:

Financement extérieur	Financement intérieur
1 910,0 milliards d'Ariary	1 543,0 milliards d'Ariary

VII. QUID DES INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE ?

Les intérêts de la dette publique s'élevèrent à 550,4 milliards d'Ariary. D'une part, les intérêts de la dette intérieure sont de l'ordre de 310,4 milliards d'Ariary et sont constitués essentiellement des intérêts sur les Bons du Trésor et ceux se rapportant aux avances octroyées par la Banque Centrale.

D'autre part, les intérêts de la dette extérieure se chiffrent à 240,0 milliards d'Ariary et enregistrent une hausse de 38,6% par rapport à la LFR 2021. Les intérêts de la dette de l'IDA et de la Chine représentent successivement 32,1% et 12,1%.

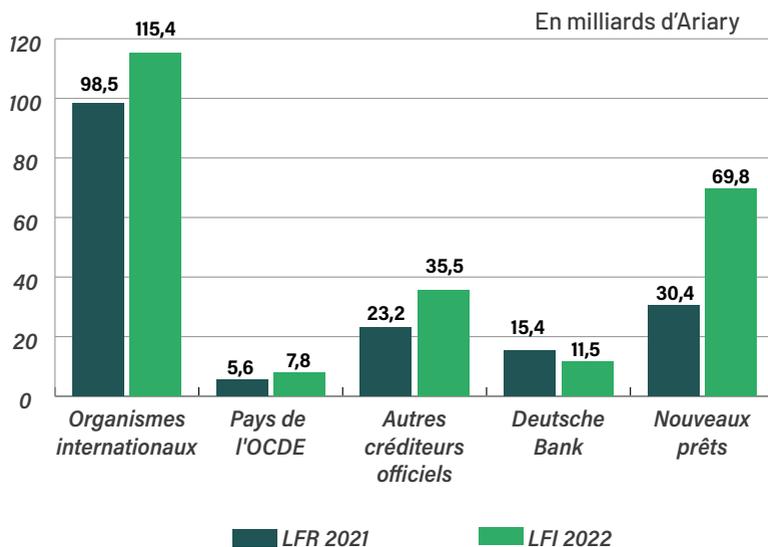
Tableau 15 : Répartition des intérêts de la dette extérieure

En milliards d'Ariary

ORGANISMES/PAYS	LFR 2021	LFI 2022
Organismes internationaux	98,5	115,4
Dont IDA	65,9	77,0
Pays de l'OCDE	5,6	7,8
Autres créiteurs officiels	23,2	35,5
Dont CHINE	18,1	29,1
Deutsche Bank	15,4	11,5
Nouveaux prêts	30,4	69,8
TOTAL	173,1	240,0

Source : Tome II, Annexe 10

Graph 3 : Intérêts de la dette extérieure par organisme



Source : Tome II, Annexe 10

VIII. QUELLES SONT LES PRINCIPALES MESURES FISCALES POUR 2022 ?



- ▶ Diminution de la période d'exonération à l'IR des zones et entreprises franches nouvellement constituées en début d'exercice, à 1 an, 3 ans et 10 ans selon le type d'entreprise ;
- ▶ Abaissement du taux de la réduction d'impôt pour investissement ;
- ▶ Limitation de la garantie de stabilité pour une durée bien déterminée ;
- ▶ Suppression de l'exonération à l'IR des primes de réassurance cédées par les compagnies d'assurance de droit malagasy au profit des compagnies de réassurance étrangères ;
- ▶ Suppression de l'affranchissement à l'impôt sur les Revenus et du minimum de perception des institutions et microfinance ainsi que des Centres de gestion agréés ;
- ▶ Abaissement du taux relatif à la réduction d'impôt pour investissement pour la production et la fourniture d'énergie renouvelable et celui relevant des secteurs agricole, touristique, industriel, Bâtiments et Travaux Publics ;
- ▶ Mise en place d'un mécanisme de retenue à la source des impôts (IR, TVA) pour des activités spécifiquement déterminées à prix règlementés ;
- ▶ Augmentation du minimum de perception de l'IRSA ;
- ▶ Augmentation du tarif du droit d'accise sur le tabac ;
- ▶ Augmentation de DA sur achats locaux des alcools ;
- ▶ Augmentation du taux de la TVA sur les pâtes alimentaires ;
- ▶ Instauration de droit d'accise au taux de 15 % sur l'exportation de l'or.
- ▶ Non application de l'AIRS pour les sociétés ayant plus de sept années d'existence ;
- ▶ Exonération à la TVA des opérations de transbordement international des marchandises ;
- ▶ Exonération à la TVA des contrats d'assurance des petits exploitants agricoles ;
- ▶ Droit à déduction de la TVA sur achats de carburant des professionnels du transport aérien ;
- ▶ Exonération à l'IMP des revenus des fournisseurs issus de la vente locale des Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, des produits nutritionnels spécialisés, au profit d'une personne publique ;
- ▶ Déploiement de e-hetrphone dans toutes les régions ;
- ▶ Campagne de formalisation Anjarahetrako dans les 14 régions ;
- ▶ Amélioration et déploiement de la plateforme de télétransmission des états financiers (e-Bilan) ;
- ▶ Dématérialisation des étapes de remboursement des crédits de TVA (tracking, suivi, instruction, paiement, ...);
- ▶ Exploitation de la plateforme de e-Salariés aux fins de redressement des impositions.



- Insertion d'une nouvelle disposition relative au dépôt de manifeste de transbordement à titre de déclaration sommaire pour les marchandises censées subir des opérations de transbordement (article 61);
- Précision des dispositions relatives au régime de l'entrepôt de douane (article 187 et 188 bis);
- Harmonisation des dispositions du Code des Douanes avec celle des dispositions de la Convention de Kyoto Révisée en matière de mainlevée des marchandises (article 315-b);
- Classification de l'inexécution de l'engagement souscrit à l'Administration des Douanes, autre que celle citée à l'article 359-2 du Code des Douanes, en tant que contravention de première classe (article 356-2° d);



IX. QUELLES SONT LES DISPOSITIONS SPÉCIALES AU TITRE DE LA LFI 2022 ?

ARTICLE 18

- ▶ Il est autorisé la perception au profit du budget du Fonds National Foncier (FNF), d'une partie des ressources, notamment les redevances du domaine public, le frais de bornage et de repérage, le frais de prise de reproduction de plan, le frais des autres prestations de service auprès des services topographiques.

ARTICLE 19

- ▶ Il est autorisé la perception au profit du Centre Hospitalier Universitaire de Soins et de Santé Publique Anakely (CHU SSPA) du frais de test PCR COVID-19 par passager

ARTICLE 21

- ▶ Les comptables publics du Trésor sont habilités à effectuer le recouvrement des recettes publiques, autres que celles recouvrées, par les agents des administrations fiscales ou douanières.

Source: Corps de Loi, III - Dispositions spéciales



ACRONYMES

AN	Assemblée Nationale	MEH	Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures
AONT	Autres Opérations Nettes du Trésor	MEN	Ministère de l'Éducation Nationale
BFM	Banky Foiben'i Madagasikara	MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche Scientifique
CENI	Commission Nationale Electorale Indépendante	METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
CIAD	Crédit d'Investissement destiné à l'Appui au Développement	MICC	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation
CFM	Conseil de l'Fampihavanana Malagasy	MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme	MINJUS	Ministère de la Justice
DA	Droit d'Accise	MINSAN	Ministère de la Santé Publique
DAT	Droit d'Accise sur la Télécommunication	MTTM	Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie
DGI	Direction Générale des Impôts	MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
DTI	Droits et Taxes à l'Importation	MMRS	Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques
EPP	Ecole Primaire Publique	MPEB	Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue
HCC	Haute Cour Constitutionnelle	MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
HCDDDED	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'État de Droit	MPTDN	Ministère de Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique
IMP	Impôt sur les Marchés Publics	MSP	Ministère de la Sécurité Publique
IR	Impôt sur les Revenus	MINTOUR	Ministère du Tourisme
IRSA	Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés	MTEFPLS	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales
IS	Impôt Synthétique	OCDE	Organisme de Coopération et de Développement Economique
ISI	Impôt Synthétique Intermittent	ODOF	One District One Factory
LFI	Loi de Finances Initiale	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
MATSF	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers	PIB	Produit Intérieur Brut
MCC	Ministère de la Communication et de la Culture	PIP	Projet d'Investissement Public
MDN	Ministère de la Défense Nationale	PPN	Produit de Première Nécessité
MDNTDPT	Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications	PRM	Présidence de la République de Madagascar
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	SEG	Secrétaire d'État chargé de la Gendarmerie
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	SENVH	Secrétariat d'État chargé des Nouvelles Villes et de L'habitat auprès de la Présidence de la République
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

GLOSSAIRE

AGRÉGAT MACRO ECONOMIQUE

C'est une grandeur synthétique mesurant le résultat de l'activité économique. Le principal agrégat Macroéconomique est le PIB.

AUTRES OPERATIONS NETTES DU TRESOR

Autres Opérations Nettes du Trésor (AONT) : Elles retracent les opérations du Cadre III de la Loi de Finances concernant les Comptes Particuliers du Trésor. Il s'agit des comptes de prêts et avances, des comptes de participations financières et des comptes de commerce, etc.

BON DU TRÉSOR

C'est un titre d'emprunt émis par l'État et remboursable à échéance par l'intermédiaire du Trésor public. Il existe le Bon du Trésor par Adjudication (souscription minimum de 20 millions d'Ariary, par tranche de 10 millions d'Ariary) ; et le Bon du Trésor Fihary (souscription minimum de 1 million d'Ariary).

BUDGET DE LETAT

C'est l'acte juridique autorisant l'ensemble des prévisions de recettes et de dépenses de l'État pour une année civile. Les Recettes de l'État proviennent essentiellement des ressources fiscales, des recettes douanières, des ressources non fiscales (recettes domaniales, juridiques, produits des ventes ou pénalités, etc), ainsi que des dons et aides des Partenaires Techniques et Financiers de Madagascar. Les Dépenses sont constituées des dépenses d'Investissement, des dépenses de fonctionnement, des intérêts de la dette et des dépenses en solde du personnel.

CADRAGE BUDGÉTAIRE

Dégagement des prévisions de ressources globales et allocation à la réalisation des programmes de développement définis par les référentiels nationaux de développement économique et social (programme présidentiel).

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Situation de solde budgétaire négatif apparaissant lorsque le niveau global de dépenses budgétaires dépasse celui des recettes recouvrées.

DÉFICIT PRIMAIRE

Un solde négatif du budget des administrations publiques, outre les intérêts versés sur la dette et les revenus d'actifs financiers reçus.

DÉPENSE DE FONCTIONNEMENT

Dépense à caractère répétitif, nécessaire au fonctionnement général des Institutions et Ministères.

DÉPENSE D'INVESTISSEMENT

Dépense pour l'acquisition de biens (mobiliers ou immobiliers) qui vont demeurer plus d'un an dans le patrimoine de l'État et contribuant à la mise en œuvre d'un projet de développement.

DETTE PUBLIQUE

Ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunts par un État, ses collectivités publiques et ses organismes qui en dépendent directement. A la suite de l'apparition d'un déficit budgétaire, l'emprunt de l'État est un recours.

DONS COURANTS

Dons destinés à couvrir des dépenses courantes et qui ne sont pas rattachés ou subordonnés à des acquisitions ou constructions de biens durables par le bénéficiaire.

DONS EN CAPITAL

Dons destinés à financer l'acquisition ou la construction de biens durables servant à des fins non militaires.

LOI DE FINANCES

C'est l'acte juridique autorisant l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat pour une année civile. Elle contient le budget, le contexte économique et toutes les dispositions notamment fiscales et douanières applicables dans le cadre de l'exercice concerné. La Loi de Finances de l'année peut faire l'objet de rectifications en cours d'exercice (second semestre selon la LOLF de Madagascar) en cas de circonstances modifiant considérablement l'évaluation des recettes et/ou des dépenses de l'Etat. La loi, ainsi rectifiée, est dénommée Loi de Finances Rectificative ou LFR.

LOI DE FINANCES INITIALE

Acte juridique qui détermine, pour une année civile, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat, ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte. C'est la première loi de finances votée par l'Assemblée Nationale au titre d'une année.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Acte juridique qui modifie les dispositions prévues dans la LFI

ODOF

«One District One Factory» est l'un des projets phares du Ministère en charge de l'Industrie afin de revaloriser l'industrie locale dans le pays. Le programme ODOF a pour principal objectif de produire localement les besoins en consommation de la population malgache.

PRESSION FISCALE

Somme des recettes fiscales recouvrées en une année en rapport avec le PIB.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

Outil de réalisation de la politique du développement économique et social du pays. Il reflète la politique d'investissement de l'Etat mettant en cohérence les politiques sectorielles et les programmes qui en découlent.

RECETTES NON FISCALES

Autres ressources de l'Etat qui ne proviennent pas des impôts et des douanes. Elles peuvent être des dividendes et recettes assimilées, des redevances de l'Etat, produits des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites, etc.

CARNET D'ADRESSES

Institutions Ministères	Adresse physique	Site web
PRM	Palais d'Etat d'Ambohitsirohitra, Palais d'Etat d'Iavoloha	www.presidence.gov.mg
Sénat	Immeuble Sénat Anosy	www.senat.gov.mg
Assemblée Nationale	Palais de Tsimbazaza	www.assemblee-nationale.mg
HCC	Rue Rabobalahy	www.hcc.gov.mg
Primature	Palais de Mahazoarivo	www.primature.gov.mg
CFM	Complexe Ampefiloha	www.cfm.mg
CENI	Enceinte ININFRA En face du Lycée Technique Alarobia	www.ceni-madagascar.mg
MDN	BP 8 Ampahibe	www.defense.gov.mg
MAE	Rue Andriamifidy Anosy	www.diplomatie.gov.mg
MinJUS	43, Rue Rakotomalala Joel, Faravohitra	www.justice.mg
MID	Immeuble Patte d'Éléphant Anosy	www.mid.gov.mg
MEF	Immeuble Antaninarenina	www.mef.gov.mg
MSP	Immeuble Anosy	ND
MICC	Rue West Ravelomoria, Ambohidahy	www.micc.gov.mg
MATSF	Immeuble des Travaux Publics, Rue Ranaivo Jules, Anosy	www.matp.gov.mg
MTEFPLS	67 Ha	www.mfptls.gov.mg
MinTour	13 Rue Kasanga Fernand, Tsimbazaza	ND
MESRS	Rue Mahatanty, Tsimbazaza	www.mesupres.gov.mg
MEDD	Immeuble Antsahavola	www.environnement.mg
MEN	Immeuble Anosy	www.education.gov.mg
MTM	Lalana Razafimanantsoa, Anosy	www.mtm.gov.mg
MINSAN	9, Lalana Printsy Ratsimamanga Ambohidahy	www.sante.gov.mg
MCC	Nanisana, Ex Ambassade de Chine	www.mcc.gov.mg
MTP	Immeuble des Travaux Publics, Rue Ranaivo Jules Anosy	www.matp.gov.mg
MMRS	Bâtiment Lacroix, Rue Farafaty Ampandrianomby	www.mmrs.gov.mg
MEH	Bâtiment Lacroix, Rue Farafaty Ampandrianomby	www.energie.mg
MEAH	Immeuble Ex-DAIEC rue Tsiombibiko Ambohitatovo Ambony	www.mineau.gov.mg
MINAE	Rue Pierre Stibbe Anosy	www.minae.gov.mg
MPEB	Rue Pierre Stibbe Anosy	www.minae.gov.mg
METFP	Complexe Scolaire Ampefiloha	www.metfp.gov.mg
MAM	Rue West Ravelomoria, Ambohidahy	www.micc.gov.mg
MDNTDPT	Place Philibert Tsiranana Antaninarenina	www.mndpt.gov.mg
MPPSPF	41, Rue Razanakombana, Ambohitatovo	www.population.gov.mg
MJS	Place Goulette Ambohitatovo	www.mjs.gov.mg
SENVH	Immeuble annexe du Palais d'Etat Ambohitsorohitra, Niveau 5	ND
SEMDN	Fort Duchesne	www.gendarmerie.gov.mg

QUELQUES REALISATIONS PHYSIQUES EN 2021







DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES ET DES AFFAIRES GÉNÉRALES

DIRECTION DU BUDGET

SERVICE DES REFORMES ET DE LA FORMATION

Immeuble MEF Antaninarenina, 2^e étage - porte 212

Antananarivo 101, MADAGASCAR

032 11 086 51 – 032 11 067 82

<http://www.dgfag.mg/transparence/web/>

E-mail: srf.dftb@gmail.com

DISTRIBUTION GRATUITE – LARGE DIFFUSION ENCOURAGÉE